

Plogoff : le combat têtue d'une communauté menacée

« Ici, dit-on, ce n'est pas Paris. On nous couperait l'électricité de temps à autre, on ne s'en plaindrait pas »

C'est d'abord contre la centrale nucléaire qu'on se bat à Plogoff, contre les risques, contre les dangers, contre, aussi, ce qu'on appelle « les mensonges d'EDF ». Mais pas seulement. L'opposition est plus radicale encore : le dos à la mer, on se bat pour préserver un mode de vie, une communauté, bref, pour rester soi.

De notre envoyée spéciale à Plogoff

HUIT heures trente. Le ciel de Plogoff a des pudeurs de demoiselle ce matin, se dévoile un peu, se cache vite derrière un abri de nuages. Escortées par les cars de gendarmes, les deux camionnettes grises de la « mairie annexe » arrivent à Saint-Yves, se mettent en place entre la chapelle et le calvaire. Les gendarmes prennent leur faction : une dizaine devant la mairie, deux à l'intérieur. Les autres sont dans les cars.

Des visages que les vents d'ouest ont dû tailler, casquettes vissées sur les crânes ou grosses écharpes autour du cou : ceux de Plogoff sont là. Mains dans les poches, regards perdus plus loin encore que l'océan, ils ne parlent pas. Ou alors très peu : quelques mots chuchotés en breton. Une femme se plante devant un gendarme : visage sillonné de rides, à peine gros comme le poing, et deux yeux bleus qui ne sourcilent pas. Le gendarme baisse la tête et les regards qu'on croyait ailleurs se posent sur l'étrange couple qu'il forme avec la vieille femme. Pas un mot. Pas un geste. Pas même un mouvement. C'est seulement quand le ciel soudain grinceux crachotte quelques gouttes que les yeux se lèvent vers lui. La « mairie » ouvre à 9 heures.

C'est comme ça que l'enquête d'utilité publique pour la centrale nucléaire a commencé à Plogoff. Hommes et femmes, ils sont toujours déjà là à attendre les camionnettes et quand deux d'entre eux quittent Saint-Yves, deux autres les remplacent. Le face-à-face s'achève à 17 heures, avec le départ de la « mairie ». Bien sûr, le groupe s'anime parfois, les quolibets fusent à l'adresse des gendarmes. Mais le reste du temps : rien, il ne se passe rien. Ils attendent quoi ceux de Plogoff ?

Deux mille habitants rassemblés dans de petits bourgs, Lescoff, Penneach, Pendreff, des landes de bruyères et d'ajoncs que seuls arrêtent les falaises de granit et les grands rouleaux gris de l'océan et puis, tout au bout, la pointe du Raz et la baie des Trépassés qui ne connaissent qu'une seule terre : l'île de Sein. Voilà Plogoff. Le temps l'a à peine changé. On y connaît encore les vieilles chansons bretonnes, celles qui parlent de courage, d'honneur et de batailles perdues, celles qui racontent comment ça aurait pu être si on avait gagné. La commune a vieilli, beaucoup l'ont quittée. A peine s'il reste quelques fermiers, mais les navigateurs sont encore là : ceux de la Royale et ceux du commerce, les anciens et les nouveaux. On les rencontre quelquefois au bout de la lande, qui hument les embruns. C'est là qu'on veut construire la centrale, près de la pointe de Feunteunod.

Soixante-neuf ans dont vingt-huit de Royale et... 93 kg, Ferdinand ne s'intéressait pas au nucléaire. Aujourd'hui, il raconte l'accident de la centrale de Harrisburg sans épargner un détail. Dans le bar-alimentation de Plogoff, celui qui est tout près du cimetière, la patronne dit : « On n'en veut pas de la centrale. Ils nous ont trompés. On croyait qu'il suffisait de dire non pour qu'ils nous écoutent. » Jean-Marie Kerloch, le maire de Plogoff, raconte comment EDF a organisé les visites d'information dans des centrales déjà construites : « Un type d'EDF pour cinq visiteurs. Il ne vous lâche pas d'une semelle. » Il parle aussi de Cousteau, de Bombard, du professeur Lebreton : « On a essayé de comprendre ». A Plogoff, on n'en sait sûrement pas plus que la moyenne des Français sur le nucléaire. Pas plus pas moins. « Nous ne sommes pas des arriérés », dit la patronne du bar-alimentation.

Pourtant, la bataille qui s'est engagée là-bas, il y a cinq ans déjà, dès que le nom de Plogoff a été cité pour un projet de centrale, va bien au-delà du refus des risques nucléaires. L'association d'écologistes Eut Buchez ar c'hap (pour la vie du cap) — qui depuis le début milite contre la centrale, informe, manifeste, soutient le comité de défense de Plogoff — ne l'a

pas compris tout de suite.

Le combat de Plogoff, c'est Ferdinand, les pieds plantés dans la lande et le nez vers la mer : « Dans la Royale, j'étais mécanicien. C'est maintenant que je peux la regarder. » C'est la patronne du bar-alimentation : « On n'est pas riche, mais on vit bien, on veut rester chez nous. » C'est cette ménagère de quarante-sept ans, rencontrée un matin : « On nous couperait l'électricité de temps à autre, on s'en plaindrait pas. C'est pas Paris ici, c'est pas nous qui gardons la lampe allumée toute la nuit. » C'est Francis, le marin : « Mais enfin, c'est quand même connu la pointe du Raz. » Puis en chuchotant presque : « C'est beau, non ? »

On se connaît tous, à Plogoff. On dirait que tout le village s'appelle Kerloch ou... Normand, sans qu'il y ait des liens de parenté, sinon très lointains. Pafais, on se méprise copieusement entre « navigateurs » et fermiers, entre « un peu rouges » et « un peu blancs ». Mais tous on est du Raz et des Trépassés, unis pour rester soi. Dans le dossier de l'enquête publique, EDF explique les perspectives de marché et d'emplois que fera naître la centrale, l'impact de la masse salariale des nouveaux arrivants, les ressources fiscales pour les collectivités. La réponse, on la lit sur une petite pancarte, dans le village : « Plogoff n'est pas à vendre. »

Aujourd'hui, le combat a pris une autre dimension. Les notables, ceux du conseil régional et du conseil général du Finistère, qui ont accepté la centrale, les notables ont



A l'endroit où est prévue la centrale nucléaire, les manifestants ont construit une bergerie et installé dans les lieux Alain-Pierre Coudette, berger, avec ses moutons

« trahi » Plogoff. La préfecture qui a envoyé les gendarmes, les blindés, fussent-ils légers, et les grenades lacrymogènes, la préfecture a « humilié » Plogoff. « Ils m'ont fait chavirer, dira Ferdinand. On croyait qu'on n'était plus en république. » Pour un de Plogoff, tête dure mais vieille fibre républicaine, c'est comme si un monde s'écroulait. Mains dans les poches, regards perdus devant la « mairie annexe », ils s'appellent tous Ferdinand.

Et jamais peut-être comme dans ces face-à-face quotidiens avec les gendarmes, ils ne se sentent mieux entre eux. La Bretagne entière les regarde, bien sûr, et comprend leur combat. A Douarnenez, PS et

PSU, Syndicat du cadre de vie et Union démocratique bretonne sont unis dans un collectif antinucléaire. Quimper soutient, Brest apporte son appui : les poches de résistances existent. N'empêche, EDF dit que la Bretagne consomme plus qu'elle ne produit d'électricité, elle parle de progrès, de renouveau économique. Elu RPR du Finistère, Guy Guerneur défend la centrale. A peine devenus conseillers généraux, d'autres qui avaient fait campagne contre le nucléaire sont désormais discrets. Et dans le cap Sizun lui-même, dès qu'on a passé la grande digue qui, devant l'océan, à 2,5 km de Plogoff, dit : « Non au nucléaire », l'opposition est plus molle,

plus éparse.

L'arrivée des gendarmes a certes réveillé les énergies. Mais on sait bien à Plogoff que le combat jusqu'au bout, c'est ici. Plus encore qu'à Primelin et beaucoup plus qu'à Clédén-cap Sizun et Goulien, les autres communes directement concernées par la centrale. « Je voudrais, explique Jean-Marie Kerloch, que ça reste pacifique, tout en étant efficace. Le temps joue pour nous. Il faut tenir. » Plogoff tiendra. Contre ce que là-bas ils appellent « l'enquête-bidon », pour rester Plogoff et au pire... pour ajouter une chanson à la saga des batailles bretonnes perdues.

Andrée Mazzolini

Nucléaire : plus de 20 000 manifestants sur la lande de Plogoff

Ils étaient venus de toute la Bretagne pour assister à l'installation symbolique d'un berger et de son troupeau sur les terrains convoités par EDF

Ils étaient plus de vingt mille, hier, rassemblés sur la lande de Feunteunod, à Plogoff (Finistère), sur le site choisi par EDF pour implanter une centrale nucléaire dont personne ici ne veut. Plus de vingt mille, venus de toute la Bretagne pour soutenir le refus des habitants de Plogoff et assister à l'ouverture symbolique de la bergerie construite sur les terrains que convoite EDF et rachetés, pour la bonne cause, par un groupement foncier agricole. Une manifestation pacifique, grave, d'hommes et de femmes déterminés.

De notre envoyé spécial

PAS facile d'évaluer dans la bourrasque la foule qui avait envahi Plogoff, hier après-midi, pour installer officiellement le berger dans ses fonctions. Vers 16 h 30, pourtant, alors que, sur le site, des manifestants continuaient à arriver, ils étaient déjà, sans doute, plus de vingt mille. Beaucoup plus, en tout cas, que lors de la manifestation d'août dernier où dix mille personnes étaient venues inaugurer la bergerie construite par le GFA (groupement foncier agricole).

Dès 13 heures, d'interminables files de voitures et d'autocars cheminaient sur les

routes du cap Sizun, en direction du bourg. Des motos et des vélos aussi, malgré la pluie glaciale et un vent soufflant en rafales. Une armada.

Pour camper le décor, il faudrait parler des milliers de personnes agglutinées dans la rue principale ; de la mairie où, sous le buste de Marianne encadré par deux drapeaux tricolores, une pétition nationale « pour une autre politique de l'énergie » recueillait des signatures à la chaîne ; de cette urne blanche sur laquelle on pouvait lire : « Moins cher qu'un fusil, un agneau : 400 francs ; moins cher qu'une grenade, un sac de ciment : 20

francs » ; d'un tas d'autres choses encore.

Pour comprendre l'essentiel, il fallait surtout, vers 15 h 15, aller tout là-haut sur le site et regarder le défilé serpenter dans la brume humide, s'égailler en ruisseaux multicolores entre les murets de pierre grise et venir grossir la forêt de têtes et de banderoles cernant la bergerie. Des kilomètres de silhouettes piquant le paysage.

Un peu avant 15 heures, Jean-Marie Kerloch, le maire de Plogoff, avait donné le ton, au centre du bourg, en rappelant les événements de jeudi et « l'appui moral énorme venu de l'extérieur » (des centaines de lettres et de télégrammes en provenance de la France entière). Puis Annie Carval, présidente du comité de défense, énuméra les encouragements reçus notamment des paysans du Larzac, d'un groupe de Corses, de propriétaires terriens de Pellerin, de riverains de Malville, etc. Après avoir noté la présence de délégations du Pellerin, de Golfech, de Flamanville et de Lip, elle s'éton-

na de cette « étrange démocratie » qui veut que l'on empêche les gens de pénétrer dans les mairies annexes, ou alors un par un, en refermant la porte derrière chacun.

Le reste se résume à un long cheminement dans la campagne. Le maire de Plogoff et plusieurs élus en tête. Le tracteur amenant les quinze moutons juste derrière. Des moutons libérés à la porte de la bergerie, sous les applaudissements, par celui qui, désormais, sera leur gardien : Alain-Pierre Condette, âgé de trente-trois ans, un ancien éducateur spécialisé, père de deux enfants.

Noyé dans la foule, tout l'état-major socialiste du département était au rendez-vous : Louis Le Pensec, Marie Jacq, Bernard Poignant et même Charles Josselin, député européen et président du conseil général des Côtes-du-Nord. Un peu partout, des slogans cueillis au vol, notamment en faveur du projet Alter breton. Et puis, soudain, impressionnant, l'hymne national breton jaillissant d'un

haut-parleur, porté par plusieurs voix d'hommes. Un appel aussi à la résistance, prononcé en « breton du cap Sizun ». D'autres appels encore à l'union dans la lutte antinucléaire sur le type des comités Larzac. Une demande enfin au conseil général et au conseil régional pour qu'ils révisent leurs positions à la lumière des derniers événements.

A 17 heures, tandis que déjà un courant de manifestants regagnaient le bourg, d'innombrables personnes continuaient à affluer. A l'entrée de Plogoff, une modeste pancarte blanche contre un poteau pour rappeler qu'un détenu politique breton, Michel Douguet, fait la grève de la faim depuis le 14 janvier. Vingt mètres plus loin, des distributeurs de tracts invitent les passants à se procurer le *Coup du destin*, grand roman-photo racontant comment un « château » contenant des déchets radioactifs bascule malencontreusement dans un cours d'eau au cours d'un accident de la route...

Jean Théfaïne